

Trois événements se partageaient la première page de « l'Humanité » du 25 octobre.

1) « Les communistes proposent un compromis à gauche » sur quatre colonnes ayant trait au discours de Thorez au Cirque d'hiver.

2) « Grèves (avec un s) aujourd'hui » sur trois colonnes. Ces deux titres écrasaient la maigre colonne portant annonce de la mort de l'ouvrier Marquet, tué au cours des batailles avec les C.R.S. à Saint-Nazaire dans la journée du 24 octobre.

Ainsi, ce 25 octobre qui aurait pu être une journée de grève générale, se transformait en une vaste gerbe de grèves dites d'avertissement, limitées, tournantes et autres appellations, utilisées par les dirigeants du P.C.F. à présenter avec le dossier du « compromis à gauche ».

La haute démonstration d'une remarquable combattivité des travailleurs de la Loire-Atlantique, les batailles de rues de St-Nazaire ne devaient ni exalter, ni servir d'exemple aux ouvriers qui se préparaient à la lutte. Il fallait du « calme et de la dignité ». Le sentiment dominant dans la direction ouvrière, c'était la peur des manifestations de colère ouvrière, et leur unique souci à travers toute l'organisation de ce 25 octobre consistait à ne donner aucun axe, aucun centre aux manifestations et défilés, aucun mot d'ordre unificateur, aucune coordination réelle aux luttes. C'est pourquoi le sentiment « d'un coup pour rien » domine chez beaucoup d'ouvriers, riches surtout d'expériences malheureuses depuis plus de dix ans, qui ont par-dessus tout le souci d'une grève efficace, « payante », mais restent aujourd'hui sans perspectives.

Où va-t-on? Que prépare-t-on? est la préoccupation dominante des militants ouvriers à laquelle essaie de répondre Benoît Frachon: « ...Ceux qui croiraient que la journée du 25 octobre est une fin en soi, une espèce de soupape de sûreté auraient grand tort. Dans cette action d'ensemble parfaitement réussie les travailleurs ont fait la revue de leurs forces et ils en ont acquis plus de confiance en eux. Ce qu'ils veulent maintenant et en cela ils ont raison, c'est que ceux qui les ont appelés à cette démonstration poursuivent avec eux et en tenant compte de leur volonté d'union, la réalisation de leurs objectifs... Il faut poursuivre la lutte pour l'augmentation générale des salaires, traitements, pensions et retraites, celle du salaire minimum garanti, toutes choses des plus urgentes... » (Humanité, 29 octobre).

La question est précisément là, ce à quoi ne répond pas Benoît Frachon: Comment poursuivre la lutte? Car toutes les réunions ouvrières le confirment partout. Deux perspectives s'y dégagent à défaut de deux lignes:

VERS LA GREVE GENERALE, TOUS ENSEMBLE. C'est l'aspiration ouvrière.

LES DIRECTIONS SYNDICALES FREINENT

Vers les grèves tournantes constamment, et de temps en temps une grève plus importante à un signal donné de haut, c'est la préoccupation des permanents syndicaux.

La frontière entre ces deux positions n'est pas toujours très nette, car toute une série de bureaucrates syndicaux savent « prendre le vent ». Ils sont « aussi » pour la grève générale, ils la veulent bien, la préparent même éventuellement, mais... ce n'est pas le moment! Lorsque l'on voit les Krasucki, Beaumont et autres se frotter les mains et dire: « Le 25 octobre aura été une bonne leçon pour les partisans du tous ensemble », on en est beaucoup moins convaincu.

Quant à Benoît Frachon qui dirige les destinées de la Confédération, il parle, lui, de l'action d'ensemble parfaitement réussie. (Voir extraits ci-dessus.)

Mince de réussite! Mince de satisfaction! Il est vrai qu'en matière de réalisation d'objectifs, de réussite de mouvement, nous ne parlons pas le même langage.

Les militants ouvriers ignorent encore ce qui était visé pour le 25 octobre et si nous avons effectivement tenté la grève générale. Pour apprécier la situation, il leur manque les instruments capables de sonder les intentions de leurs dirigeants.

..

La comparaison avec le 28 avril 1954 à peu près correspondante dans l'ampleur visée, la durée, les revendications, les initiateurs: C.G.T. et C.F.T.C., l'hostilité de la Confédération F.O., est toute à l'avantage du 25 octobre 1957.

Les grèves de la S.N.C.F., de la R.A.T.P. (malgré quelques dizaines de jaunes du Syndicat des conducteurs à Clément), les transports en général (Traminots de province, cars Ci-

troën) ont été, cette fois remarquables. Partout ailleurs, la grève s'est répartie inégalement, touchant quasi-totalement soit des corporations entières (Sécurité sociale, Douanes actives, Contributions indirectes, etc...), soit des villes (Saint-Nazaire, Le Havre, etc...), soit des secteurs importants de corporations comme les facteurs des P.T.T., les chantiers du bâtiment, les usines de la métallurgie conformément au mot d'ordre d'action qui spécifiait entre autres: Grève pouvant aller jusqu'à 24 heures.

Partout où il y a eu un mot d'ordre de grève, il y a eu des grévistes en proportion variable. Il n'y a pas de cas d'échec total du mot d'ordre. Chez Renault en particulier, quoi qu'il en soit difficile de les dénombrer, il y a eu entre 10 à 15.000 grévistes sur 36.000 (Nous voilà loin des 70 % cités par « l'Humanité » du 26).

Un peu partout il y a eu des rassemblements, des meetings, maigres parce que les dirigeants entendaient que la grève se déroule chez soi. Les défilés — lorsqu'il en fut organisé — tournaient en rond, sans objectif, sans point de ralliement, sans coordination. Ces initiatives, quand elles étaient prises par les dirigeants ressemblaient plus à des concessions faites à une avant-garde jeune et combative que l'expression d'une volonté systématique de descendre « dans la rue ».

Ainsi, Vergonzane, un des multiples secrétaires d'une des Unions des métaux de la C.G.T. de la région parisienne qui, effrayé par la manifestation de quelques centaines de jeunes métallos devant le siège de l'organisation patronale de la rue Boissière, regrettait que les gars n'aient pas compris: « On a parlé de délégations, pas de manifestations ».

Autre constatation: La grève fut massive là où l'organisation et la mise en place de piquets de grèves énergiques furent appliquées fermement même et surtout lorsque l'initiative en fut prise à la base, dans toute une série d'usines de petite et moyenne importance, dans les dépôts des bus de la R.A.T.P., les dépôts S.N.C.F.

Cet apparent manque d'organisation, d'impulsion, de mots d'ordre clairs, cette répartition dosée des forces en petits

rassemblements étaient à la base même des discussions de ceux qui ne voulaient pas rester chez eux ce jour-là. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de mot d'ordre de grève pour le Gaz et l'Electricité? On ne peut quand même pas dire après leur grève du 16 qu'ils ne sont pas mûrs. A part quelques débrayages et rassemblements dans ce secteur, aucune initiative ne fut prise à un échelon central et la base, sans directives, resta incertaine, malgré la volonté non dissimulée de participer à l'action. On pourrait encore citer les mines les employés de banque où les actions de ces derniers mois démontrent que, s'il existe des problèmes pour la mobilisation des travailleurs, ce n'est pas dans le manque de combattivité qu'il faut chercher les difficultés.

Au contraire, les exemples de combattivité fourmillent quand les conditions et la nécessité de l'action s'imposent. Pas seulement dans la Loire-Atlantique où le pourcentage important de syndiqués (80 %), l'équilibre des forces syndicales, l'unité réalisée à l'échelon des unions départementales C.G.T., F.O. et C.F.T.C. donnent un résultat explosif, mais qui se manifeste également quand la répression patronale s'exerce (l'occupation de l'usine d'Auberives à Villefranche par les 1.500 ouvriers, la grève à 100 % des P.T.T. de Caen le 26, les grèves des puits Covinot et Désardin à Valenciennes et Douai, de Merlebach et du bassin lorrain, après le 25 octobre, etc... face aux licenciements ou mises à pied de militants C.G.T.).

Ce qui dominait et domine encore, c'est le manque d'un profond enthousiasme des larges masses et qui provient avant tout du sentiment que cette grève ne pouvait rien changer et ne préparait même pas à de futurs combats qui renverseront la situation.

La C.F.T.C. a fait son numéro d'avertissement, amélioré ses positions par rapport à F.O. dans la clientèle réformatrice et réalisé le « coup de la soupape de sûreté » dont parle Frachon.

F.O., au moins la direction de la Confédération plus liée à l'appareil du Parti Socialiste, a rempli son rôle de division. La hargne de Bothereau, de certaines fédérations F.O.

Le 25 Octobre, dans les entreprises et

A ARGENTEUIL

10 h. 30. — Sur le terrain du Gymnase, quelque 2.000 travailleurs sont rassemblés au meeting convoqué par les Unions locales C.G.T. et C.F.T.C. Il y a là des communaux, des postiers, des métallos, beaucoup de métallos. Le mouvement a dans l'ensemble été largement suivi dans la région. Dassault et la S.A. G.E.M. sont dehors, Electro-Câbles, Câble de Lyon, C. P. O. A. C., Cellophane et de nombreuses autres petites entreprises.

Intervention de Raïevski, secrétaire des métaux C.F.T.C. de la région. Il insiste sur les causes de l'action et sur la nécessité de l'unité. Mais rien sur les perspectives, sur les revendications propres à élargir la lutte et à permettre son succès. Et puis cela ne fait pas oublier aux militants qu'à la S.A.G.E.M. la C.F.T.C. a refusé l'action commune, le débrayage devant alors être limité à 2 heures.

Perrine, secrétaire de l'Union C.G.T. prend la parole; s'il montre la liaison avec la guerre d'Algérie et le problème du gouvernement, il n'ouvre non plus aucune perspective pour l'action.

Après adoption d'une résolution les ouvriers se forment en un défilé qui parcourt les rues d'Argenteuil, rencontrant un accueil favorable des ménagères. Des mots d'ordre sont criés: « les patrons peuvent payer », « augmentez nos salaires », « Paix en Algérie », « du pain, pas de canons », « C.R.S. assassins ».

Les travailleurs sont contents d'être dans la rue. Aux discussions, aux diverses réactions se dégage un certain malaise, dû à l'absence de mots d'ordre mobilisateurs.

En conclusion, dans la région, la C.F.T.C. semble devoir ne pas aller beaucoup plus

loin en l'absence d'une poussée nouvelle des ouvriers.

Quant à la C.G.T. qui dirige effectivement le secteur, l'absence de revendications permettant l'unification de l'action, son extension par des mouvements plus larges allant jusqu'à la grève générale va mettre ses militants dans une position difficile. Les ouvriers sont décidés à se battre mais ils aimeraient bien savoir si la C.G.T. l'est aussi.

CHEZ RENAULT

L'atmosphère de l'usine n'était pas mauvaise, mais il semble que la température avait baissé depuis le 3 octobre, et il est certain que si les 24 heures avaient été réclamées par de nombreux militants et ouvriers lors du débrayage de 4 heures, l'idée avait depuis été quasi abandonnée, et sans le mot d'ordre lancé du sommet lundi 21, il n'y aurait sans doute pas eu de grève de 24 heures chez Renault.

Une fois ce mot d'ordre lancé en commun avec la C.F.T.C., le travail de préparation a été tout à fait insuffisant.

Le 23, une Assemblée de militants C.G.T. groupe une cinquantaine d'ouvriers, optimistes, et qui se font l'écho d'une atmosphère très combative, particulièrement chez les jeunes; plusieurs interventions expriment le souci de donner une cohésion, une organisation à la grève, en particulier, par la mise en place de piquets de grève nombreux et décidés à chaque porte, appelant les travailleurs à venir défendre leur grève. Mais la direction syndicale, « bon enfant » a tôt fait de refroidir l'ardeur de ces jeunes, dont l'enthousiasme prouve certes, l'inexpérience... Bien sûr, il y aura des « groupes de discussion » (le mot même de « piquets de grève » est

A LA

Les employés ont débrayé à octobre, à l'appel de leurs trois syndicats. La décision du syndicat fait connaître en dernier lieu pas de doute que c'est la pression de la base qui a obtenu ce résultat. Le ton du tract appelant

banni), mais Linet et Cie n'est pas question d'en parler encore moins sur le tract diffusé comme le suggéraient des ouvriers appel aux « militants sûrs » le matin à leur permanence participer au meeting prévu.

Le fait même d'avoir choisi l'Intersyndical pour un meeting Renault et les autres usines de symptomatique de l'état des esprits syndicaux et de la façon dont se passe cette grève. Quant à l'après-midi en de « large » au siège patronal, rue Boissière en sorte qu'il passe tout à fait aux ouvriers.

En définitive, tout a été mis en œuvre, pour que cette grève soit, « chez soi », en n'envisageant que les militants sur qui se repose le succès de la grève. Ceci témoigne du peu d'accordée par la direction de